

En Turquie, le patronat et les investisseurs s'inquiètent d'un risque de déstabilisation de l'économie

jeudi 27 mars 2008, par [Guillaume Perrier](#)

Les acteurs économiques turcs ne cachent plus leur inquiétude. Les indicateurs nationaux montraient déjà quelques signes d'essoufflement depuis le début de l'année 2007. Mais la nouvelle crise politique et les accusations qui visent le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan fragilisent un peu plus l'économie turque, s'alarme Arzuhan Dogan Yalçindag, la présidente de la Tüsiad, l'influente organisation patronale.

Le 14 mars, le procureur de la Cour de cassation a saisi les juges constitutionnels et réclamé l'interdiction du parti au pouvoir (AKP), l'accusant de mener des activités antilaïques. Si la Cour constitutionnelle décide d'ouvrir une enquête, la Turquie entrera pour plusieurs mois dans des turbulences à l'issue incertaine, avertissent les milieux d'affaires.

Mardi 18 mars, l'association des investisseurs internationaux (Yased) a souligné, dans un rapport, que plus de la moitié des investisseurs étrangers s'inquiétaient de la crise politique turque et que leurs projets pourraient s'en trouver compromis. Déjà en 2007, avec une année électorale chargée, le ralentissement avait été sensible. « *Une longue période d'instabilité politique affectera tous les plans d'investissements* », a prévenu Tahir Uysal, président de Yased. Or ce sont les investissements directs étrangers (IDE) qui ont jusqu'ici soutenu la croissance de l'économie turque et évité un choc monétaire, en injectant près de 20 milliards de dollars par an.

Le flux pourrait se ralentir en cas de crise plus profonde ou de rupture des négociations avec l'Union européenne. « *Pour les investisseurs étrangers, les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne sont essentielles* », note Seyfettin Gürsel, professeur d'économie, qui craint une rupture si le parti au pouvoir est interdit.

Inflation et faible croissance

Dans le même temps, la Turquie subit le contrecoup de la crise financière mondiale et de la hausse des prix du pétrole. L'indice principal de la Bourse d'Istanbul a ainsi perdu plus de 25 % depuis le début de l'année, après il est vrai une année 2007 record. L'annonce du procureur de la Cour de cassation a fait plonger l'indice phare de la place turque de 7 %, lundi 17 mars.

Déjà en janvier, la Tüsiad s'était inquiétée de la persistance d'une inflation forte, environ 9,1 % sur les douze derniers mois, bien au-delà des prévisions de 4 % affichées par le gouvernement. Une détérioration des indicateurs qui avait fait prédire une année 2008 « médiocre » à la dirigeante du patronat.

« *La banque centrale est obligée de maintenir des taux élevés et, malgré cela, la monnaie s'est fortement appréciée, ce qui pénalise la croissance* », explique M. Gürsel. Le taux de croissance reste relativement élevé, mais devrait rester inférieur aux 5 % prévus pour 2008. Et la croissance faible de l'Europe, vers laquelle la Turquie réalise 60 % de ses exportations, ne va pas améliorer la situation.

« *Sans croissance, l'équilibre budgétaire va vite poser problème*, estime Eser Karakas, professeur de finances publiques à l'université Bahçesehir d'Istanbul. *Avec une crise mondiale, plus une crise politique, les déficits des comptes courants vont se creuser.* » Or l'endettement est déjà le point faible de l'économie

turque.

C'est pourquoi le ministre de l'économie, Mehmet Simesk, poursuit des discussions avec le Fonds monétaire international (FMI) pour obtenir le déblocage d'1 milliard de dollars, bien qu'il ait affirmé que la Turquie pouvait se passer de cette nouvelle tranche du crédit stand-by de 10 milliards de dollars accordé en 2001.

Sources

Source : Le Monde, le 26.03.08